

Saran, 26 juin 2023

« Les belles promesses n'engagent pas ceux qui les font ; mais ceux à qui on les fait. », cet adage bien connu, nous revient tel un boummerang, quelques mois après les élections professionnelles.

L'UFAP UNSa Justice du CPOS constate qu'aujourd'hui plus qu'hier que la misère frappe les personnels, l'impudicité devient la norme, la marque du syndicat majoritaire au CPOS.

Il y a 5 ans, ce syndicat nous avait promis de renverser la table en 48 heures chrono... Il y a 6 mois, ce même syndicat nous demandait 4 ans de plus pour finir le travail, car la table était visiblement restée en équilibre. Quel travail ! Chapeau bas l'imposture en tout cas, car force est de constater les personnels y ont cru, à leurs dépens, et ils le subissent aujourd'hui.

*En effet, au CPOS, ce syndicat, dont le nom sonne tel **F**ourberie et **O**isiveté, a fait valoir toutes ses qualités de duplicité afin de « mythonner » un service aux agents à la veille des élections professionnelles. A la manière de David Copperfield, avec l'aide de son conseiller artistique, responsable du service des agents, et équilibriste sans égal, un tour de service, sans ressource appropriée, a pu être mis en place.*

*Le 12 Octobre 2022, le bureau local UFAP UNSa Justice écrivait ceci : « Depuis le lundi 10 octobre 2022, vous avez le choix entre le service que souhaite l'administration et un service qui augmente l'effectif de 5 agents. Pour les combler, on retire deux agents du CDH qui n'a quasiment jamais eu un effectif complet, mais on ne sait pas aussi où récupérer les 3 manquants. **C'est-à-dire un service qui génère de facto : soit des rappels ou soit un mode dégradé...** MAIS COMME UNE REPRESENTANTE FO disait en réunion : « L'important c'est d'avoir le VSD sur le papier. »*

*Le 15 Novembre 2022, les représentants UFAP UNSa Justice au CTS écrivaient ceci : « En effet, pour répondre aux souhaits des personnels, il ne faut pas jouer avec leur sécurité, ni leur protection avec un service dont certains éléments comme l'effectif pour le « faire tourner » sont au DOIGT MOUILLE. Il ne s'agirait pas non plus de « déshabiller Pierre pour habiller Paul » afin de boucher des trous. **Rappelons-nous qu'un service qui ne fonctionne pas ce sont les personnels qui en pâtissent !** »*

NOUS NE SOMMES PAS DES « NOSTRADAMUS » MAIS SEULEMENT DES PROFESSIONNELS QUI FONT FONCTIONNER LEUR CERVEAU EN DEPIT DES BELLES PROMESSES !

Depuis le début de l'année, les personnels passent leur vie au travail et surtout le carcan des 108 heures au trimestre empêche qu'ils ne soient rémunérés à la hauteur de leur labeur, obligés de faire crédit à notre administration.

Les compteurs d'heures culminent parfois à plus de 200 heures supplémentaires et l'été commence à peine ! L'équation paraît difficilement soluble car quand 36 heures sont payées, il arrive que 72 autres viennent s'ajouter.

Le fameux VSD tous les 15 jours, est devenu, longue semaine suivie de très, très longue semaine. Les feuilles d'appels avec des trous sont courantes. Et quand les agents épuisés sont arrêtés par leur médecin, ils se font contrôler parce que « vraisemblablement ils grugent ».

La désillusion, la misère, la fatigue, le burnout et le désespoir habitent le peuple des surveillants du CPOS, victime d'une vaste supercherie à des fins électorales.

La misère, c'est pour les autres, pas pour les béni-oui-oui du syndicat majoritaire qui sont nommés ou cooptés, sans appel d'offre, à tous les postes. Les récentes nominations de personnels à des postes à responsabilités, nous poussent à croire que ce syndicat a trouvé son bras armé au sein de l'équipe de la direction.

*Le népotisme, dans ce qu'il a de plus ignominieux, règne sur le CPOS ; la famille, les amis, les proches, des adeptes de **F**ourberie et **O**isiveté, ont toutes les faveurs de la direction, des postes sont même créés afin de satisfaire à leur élucubration.*

L'UFAP UNSa Justice du CPOS appelle à la fin de cette gestion d'un autre temps car les personnels sont épuisés, mais, ont encore envie de croire en leur hiérarchie.

L'UFAP UNSa Justice du CPOS en appelle à votre sens des responsabilités, Monsieur le Chef d'Etablissement, afin que cessent ces pratiques douteuses qui jettent l'opprobre sur l'action publique.

Les secrétaires locaux

